

## Contexte

### Description de la crise

Le territoire de Masisi fait face à une crise persistante depuis de décennie. Au troisième trimestre de l'année 2023, des affrontements ont éclaté entre le M23 et les FARDC dans les villages de l'aire de santé de Bihambwe dans le territoire de Masisi. Ces affrontements ont provoqué un déplacement massif de la population vers les villages environnants. Après une accalmie précaire depuis la fin de l'année 2023, des mouvements retour ont été rapporté par les autorités locales dans les villages de Bihambwe, Kabulombo, Mema, Kisuma, Buhumba 1 et 2, Kahohe, Kimeza, Kishali et Kasiza.

Environ 3334 ménages retournées et 791 ménages autochtones ont été rapporté par les autorités locales pendant l'ERM réalisé par Concern du 8 au 11 mai 2025. A cela s'est ajouté 288 ménages déplacés en provenance de Masisi centre, Lushebere, Katala et d'autres zones du territoire de Masisi suite à la poursuite des combats entre FARDC et le M23.

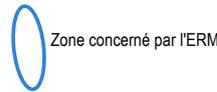
Actuellement la zone de Bihambwe et ses environs (Buhumba I et II, Kabulembo, Kahohe, Kasiza, Kishali, Kisuma, Lukopfu et Mema) est contrôlée par le M23, aucun affrontement n'a été signalé depuis janvier 2025. Les conditions de vie sont extrêmement précaires affectant gravement tous les secteurs clés de la vie sociaux-économique de la population :

**Abris** : de nombreux ménages vivent sans toit après la destruction de leurs maisons par les crues des rivières Mumba et Osso, qui ont également endommagé des écoles.

**Eau, hygiène et santé** : des cas suspects de choléra sont signalés, dus à une insuffisance d'eau potable, de latrines hygiéniques et de mesures d'hygiène. Le centre de santé de Bihambwe, appuyé partiellement par MEDAIR, reste insuffisamment équipé face à la demande croissante.

**Éducation** : les élèves ont repris les cours dans des conditions déplorables, avec peu de fournitures et des salles de classe menacées par les intempéries, notamment à l'EP Mema, exposée aux crues.

**Sécurité alimentaire et moyen de subsistance** : la production agricole locale reste insuffisante, entraînant une carence alimentaire pour les retournés, les déplacés et la communauté hôte. La quasi-totalité de la population n'a pas de sources de revenus pouvant leurs permettre de couvrir les besoins de bases. Ils font recours aux stratégies d'adaptations négatifs.



Zone concerné par l'ERM

Source des résultats : <sup>1</sup>	EM	IC	RDS/GDC
<b>Code de l'alerte</b>	EH5872	5872	
<b>Autres codes d'alerte</b>			
<b>Date de début de crise</b>	01/05/2025	01/02/2025	
<b>Date de fin de crise</b>	01/04/2025	01/03/2025	
<b>Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée</b>	101	4413	
<b>Taille moyenne ménages</b>	7,3	-	

Source : équipe d'évaluation	
<b>Accès physique</b>	Voiture
<b>Accès sécuritaire</b>	Relativement calme
Présence de la MONUSCO	Non
Incidents au cours des 2 dernières semaines	Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed do eiusmod tempor
<b>Couverture tél.</b>	80% (estimation)

EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés  
RDS: Revue de données secondaires  
GDC: Groupe de discussion communautaire  
OL: Observations libres

## Conséquences humanitaires

La crise, caractérisée par la guerre et le déplacement forcé, a provoqué des impacts multisectoriels majeurs dans la zone : perte des moyens de subsistance, effondrement de l'économie locale, insécurité alimentaire, dégradation des conditions sanitaires, et affaiblissement du tissu social. Les ménages ont subi la destruction de biens, le pillage des ressources, et vivent dans une précarité extrême marquée par la faim, les maladies hydriques et l'absence de services de base. À cela s'ajoutent des violences physiques et psychologiques, des séparations familiales et un sentiment d'insécurité permanent, notamment dans les camps de déplacés. Ces constats soulignent l'urgence de renforcer la réponse humanitaire multisectorielle dans la zone, tout en mettant en place des actions qui prennent en compte à la fois les besoins immédiats et les dynamiques communautaires à moyen terme pour favoriser la résilience.

### Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	1%	1%
18-64 ans	16%	14%
6-17 ans	26%	25%
7 mois-5 ans	8%	7%
0-6 mois	1%	1%
Total	52%	48%

### Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) <sup>2</sup>

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	98%
Nutrition	0%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	0%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	0%
Santé	0%
Education	0%
Nourriture	1%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	1%
Autre	0%

## Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	15				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	1%	0%	5%	-	94%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	1%	-	9%	-	90%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	3%	13%	-	-	57%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	100%	-	-	-	0%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	67%	-	19%	-	14%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	56%	-	36%	-	8%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	5%	52%	40%	2%	0%
	Promiscuité dans les abris	53%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	1%	7%	40%	52%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	25%	1%	33%	6%	31%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	1%	-	5%	-	94%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	39%	32%	25%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	45%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	95%	-	-	-	4%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	83%	-	-	-	16%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	0%	-	-	-	100%
Education	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	58%	-	40%	-	2%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	73%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

### Perspective d'évolution de la crise

Actuellement la situation sécuritaire est relativement, calme le risque que les affrontements qui sont rapportés aux alentours de Masisi centre n'est pas exclu qu'ils se rapprochent de Bihambwe.

## Besoins prioritaires

### Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) <sup>2</sup>

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	72%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	15%
Vouchers / foires	17%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	95%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	7%
Autre	3%

### Types de besoins prioritaires de la population (IC) <sup>2</sup>

	(Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>
	Fréquence max. possible: 2
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	0
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	0
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	0
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	0
Santé	0
Education	0
Protection (y compris la sécurité)	2
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	2
Autre	2
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

## Informations sur l'enquête

### Méthodologie

La collecte de données a été menée de manière rigoureuse, en s'appuyant sur la boîte à outils ERM développée par REACH pour les acteurs humanitaires en République Démocratique du Congo. Le recours à cette méthodologie standardisée a permis de garantir une cohérence avec les pratiques reconnues au niveau humanitaire, facilitant ainsi l'analyse et la comparabilité des données avec d'autres évaluations réalisées dans des contextes similaires.

L'échantillon retenu comprend 100 ménages, tirés de manière aléatoire sur une population estimée à 3 049 ménages (déplacés internes, retournés et autochtones) dans la localité de Kalengera. Le calcul de l'échantillon a été fait pour un niveau de confiance de 95 % avec une marge d'erreur de 10 %, ce qui confère une fiabilité statistique acceptable aux résultats, dans le cadre d'une évaluation rapide multisectorielle.

En complément des enquêtes ménages, la méthodologie intègre également des sources qualitatives : 5 entretiens avec des informateurs clés issus des secteurs clés (santé, éducation, sécurité alimentaire, etc.) ainsi que des leaders communautaires, 6 discussions de groupe (focus groups), réparties équitablement entre les déplacés et les retournés, hommes et femmes, afin de refléter la diversité des perceptions et des besoins selon les statuts et les genres.

La couverture géographique de la zone a été assurée grâce à une subdivision en quatre secteurs, permettant une représentation spatiale équilibrée des ménages ciblés. Enfin, les outils de collecte (questionnaires EM et IC) ont été encodés dans KoboCollect et administrés à l'aide de tablettes numériques, garantissant un gain de temps, une meilleure qualité de saisie, et une centralisation efficace des données.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Aléatoire simple	de déplacement (PDI, retour	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
(OL)	Non	-	-	Indicatifs

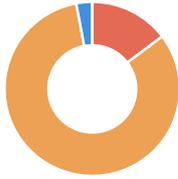
	EM	IC	RDS/GDC
<b>Date de début de l'enquête</b>	08/05/2025	08/05/2025	
<b>Date de fin de l'enquête</b>	10/05/2025	11/05/2025	
<b>Organisation</b>			
<b>Mission inter-agence/inter-organisation?</b>	Non	non	

Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC
Bihambwe	706	26	5	6
Kabulembo	406	13		
Mema	410	12		
Kimeza	268	9		
Buhumba2	240	8		
Buhumba1	293	13		
Kahohe	202	3		
Kisuma	249	8		
Kishali	275	9		
<b>Total</b>	-	3049	5	6

## Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



% estimé de ménages par statut	EM	IC	RDS/GDC
Déplacés	15%	7%	
Retournés	82%	76%	
Communauté hôte / autochtones	3%	18%	
Réfugiés	0%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	

### Analyse des mouvements de population

Les discussions en focus groups révèlent que les déplacements de population ont été causés par le conflit armé, forçant les habitants à fuir vers des zones jugées plus sûres. Le mouvement de retour s'est amorcé dans certaines zones suite à une accalmie relative, au démantèlement des camps de déplacés et aux conditions de vie difficiles dans les sites d'accueil (famine, insécurité).

Cependant, plusieurs obstacles empêchent encore le retour d'une partie des déplacés : manque de moyens de transport, maisons détruites, insécurité persistante, ou préférences économiques pour les zones de déplacement. Une majorité est déjà retournée, mais une minorité vulnérable reste bloquée, faute de ressources ou de garanties de sécurité.

Cette situation souligne la nécessité d'un soutien humanitaire ciblé pour le retour volontaire, la réhabilitation des habitats, et la reconstruction des moyens de subsistance dans les zones d'origine.

Les focus groups indiquent que la majorité des populations déplacées et retournées vivent dans des conditions d'abris extrêmement précaires. Une grande partie des habitations ont été détruites ou gravement endommagées à la suite des affrontements armés et des catastrophes naturelles, notamment les inondations causées par la rivière Rushoga. Faute de moyens pour reconstruire, les ménages se retrouvent : Hébergés en promiscuité chez des proches ou des voisins, Logés dans des abris d'urgence en bâches, Ou installés dans des centres collectifs improvisés, notamment dans des écoles et églises.

Certaines familles vivent dans des fermes privées ou des terrains qui ne leur appartiennent pas, ce qui pose des problèmes d'insécurité foncière. Cette situation expose les populations à des risques accrus de violences, de maladies, et à une perte de dignité.

Il a été rapporté que les ménages déplacés vivant dans la zone ne savent pas encore quand ils pourront rentrer dans leurs villages d'origines car ils ne sont pas stables par rapport à la sécurité.

communautés hôtes reste globalement positive, marquée par une solidarité initiale forte face à une souffrance commune. Les populations partagent les ressources, les points d'eau et les activités agricoles.

Cependant, cette cohésion est progressivement fragilisée par l'épuisement des ressources des familles d'accueil et la précarité croissante, poussant certains à des actes de vol (nourriture, bétail, biens), notamment parmi les retournés. Bien qu'aucun conflit ouvert ne soit signalé, des tensions latentes apparaissent, menaçant l'équilibre communautaire.

Cela souligne la nécessité d'un appui urgent aux ménages vulnérables et au renforcement des mécanismes communautaires de prévention des conflits.

### Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	15	288
Retournés	83	3334
Communauté hôte / autochtones	3	791
Réfugiés	0	0
Rapatriés / expulsés	0	0

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée 101 4413

Taille moyenne des ménages (EM) 7,3 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte) 97% 458% #REF!

(Réponse IC majoritaire)

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil 18% Non consensus

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée 18 -

#REF!

#REF!

**Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement** (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	288
Retournés	3334
Communauté hôte / autochtones	791
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
<b>Total</b>	<b>4413</b>

## Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	4	44%	1	6%	5	19%
	115-125 mm	1	11%	4	17%	5	15%
	>125 mm	4	44%	13	78%	17	67%
	MAG	5	56%	5	22%	10	33%
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	3	43%	0	0%	3	10%
	115-125 mm	3	43%	4	17%	7	23%
	>125 mm	1	14%	19	83%	20	67%
	MAG	6	86%	4	17%	10	33%
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	7	44%	1	2%	8	14%
	115-125 mm	4	25%	8	17%	12	19%
	>125 mm	5	31%	32	78%	37	67%
	MAG	11	69%	9	20%	20	33%
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	2	8%				
	185-230 mm	9	36%				
	>230 mm	14	56%				
	MAG	11	44%				

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés	< 2 ans		≥ 2 ans	Total
	n		n	n
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	6	7	13
	115-125 mm	29	6	35
	MAG	35	13	48
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	12	8	19
	115-125 mm	35	19	53
	MAG	46	26	72
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	18	15	0
	115-125 mm	64	25	88
	MAG	81	39	120
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	5		
	185-230 mm	10		
	MAG	15		

## Analyse Nutrition

Les données recueillies indiquent une situation nutritionnelle hautement préoccupante, tant chez les enfants de moins de 5 ans que chez les femmes enceintes et allaitantes — deux groupes considérés comme particulièrement vulnérables.

La prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants de moins de 5 ans s'élève à 33 %, dépassant largement le seuil d'urgence fixé à 15 % par l'OMS. Cela reflète une situation critique nécessitant une réponse nutritionnelle urgente, incluant la mise en place de programmes de prise en charge nutritionnelle, de dépistage communautaire régulier, et de sensibilisation des ménages.

Chez les femmes enceintes et allaitantes, le taux de 44 % de MAG est extrêmement alarmant. Cette proportion anormalement élevée peut être le signe d'un accès insuffisant à une alimentation équilibrée, de soins prénatals inadéquats, ou d'une surcharge de travail physique aggravée par un faible apport calorique. Cette situation met en péril non seulement la santé des mères, mais également le développement in utero et postnatal des enfants.

Enfin, la confirmation par les professionnels de santé d'avoir reçu environ 120 des cas de MAG des enfants de moins de 5 ans et 15 cas de MAG des femmes enceinte et allaitante suggère à la fois une bonne capacité de détection à ce niveau, mais aussi une concentration alarmante des cas dans cette tranche d'âge, renforçant l'urgence d'une intervention ciblée.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire</b>		<b>1</b>	
<b>Principales activités de subsistance (EM, IC) <sup>2</sup></b>			
Travail journalier	79%	0	
Agriculture de subsistance	12%	1	
Agriculture de rente	2%	0	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	0	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	1	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
<b>Accès à la terre (EM)</b>			
Oui	41%	-	
Non	59%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
<b>Proportion de cultures endommagées (IC)</b>			
			Non consensus
<b>Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)</b>			
			Non consensus
<b>Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)</b>			
Oui	70%	-	
Non	29%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	
<b>Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)</b>			
Le marché n'est plus fonctionnel	0%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	3%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	0%	-	
<b>Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)</b>			
			Oui
<b>Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)</b>			
Oui	28%	0	
Non	72%	1	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
<b>Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)</b>			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire</b>			
<b>1</b>			
<b>Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) <sup>2</sup></b>			
Production personnelle	14%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	9%	-	
Marché	21%	-	
Travail pour de la nourriture	87%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	2%	-	
Petit commerce	8%	-	
Vente de braises/charbon, etc	3%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	0%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	18%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	1%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	0%	-	
Autre	3%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)</b>			
Aucune réserves	94%	-	5
1-2 semaines	5%	-	3
3-4 semaines	0%	-	1
Plus de 4 semaines	1%	-	
<b>Nombre moyen de repas par jour (EM)</b>			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
<b>Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) <sup>4</sup></b>			
Acceptable (>42)	1%	-	1
Limite (>28)	9%	-	3
Pauvre (≤28)	90%	-	5
<b>Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) <sup>5</sup></b>			
Durable (<4)	3%	-	1
Sous pression (<19)	13%	-	3
Crise / urgence (≥19)	84%	-	5

## Analyse Sécurité alimentaire

Le résultat renseigne que 79 % de la population dépendent des activités journalières (petits métiers informels, main-d'œuvre occasionnelle), ce qui témoigne d'une précarité économique élevée, avec des revenus instables et insuffisants. 12 % des ménages tirent leurs moyens de subsistance de l'agriculture vivrière de subsistance. et 2 % seulement pratiquent l'agriculture de rente.

La faible proportion de ménages pratiquant l'agriculture de subsistance s'explique en grande partie par un accès limité ou inexistant à la terre, ce qui restreint les capacités de production locale et rend les communautés dépendantes de l'achat de denrées alimentaires.

Le nombre moyen de repas par jour est d'un seul repas, ce qui indique une insécurité alimentaire sévère dans la zone. Cette situation est aggravée par l'absence de stocks alimentaires : 90 % des ménages ne disposent d'aucune réserve alimentaire. Seulement 5 % des ménages possèdent des réserves pouvant couvrir 1 à 2 semaines.

Par ailleurs, 84 % des ménages déclarent que le travail contre nourriture constitue leur principale source d'accès à l'alimentation, une stratégie d'adaptation typique des contextes de crise humanitaire ou de pauvreté extrême.

L'évaluation du score de consommation alimentaire renforce le constat de crise : 90 % de la population présentent un score pauvre (insuffisance calorique, faible diversité alimentaire), 9 % ont un score limite, et seulement 1 % atteignent un score acceptable.

Ces chiffres démontrent que la quasi-totalité de la population vit dans une situation d'insécurité alimentaire chronique ou aiguë, avec des conséquences directes sur la santé, le développement des enfants, et la productivité des adultes.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris</b>		<b>1</b>	

**Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)**

Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	34%	-
En famille d'accueil	30%	-
Dans un site spontané	0%	-
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	2%	-
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	27%	-
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	6%	-
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

**Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)**

Non consensus

**Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM<sup>6</sup>, IC<sup>2</sup>)**

Maison (construction durable)	8%	0
Maison (construction non-durable délabrée)	68%	0
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	22%	1
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	1
Ecole transformée en centre collectif	-	0
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0
Autre	1%	0
Ne sait pas	0%	0
Ne souhaite pas répondre	0%	0

**Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)**

Non consensus

**Promiscuité dans les abris (EM)**



Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

	EM	IC	Sévérité
Oui	53%	-	3
Non	47%	-	
Ne sait pas	0%	-	

**Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)<sup>7</sup>**

Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	4%	1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	25%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	24%	
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	3%	2
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	6%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	13%	3
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	5%	
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	3%	
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	4
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	14%	
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%	5
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	2%	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	

## Analyse Abris

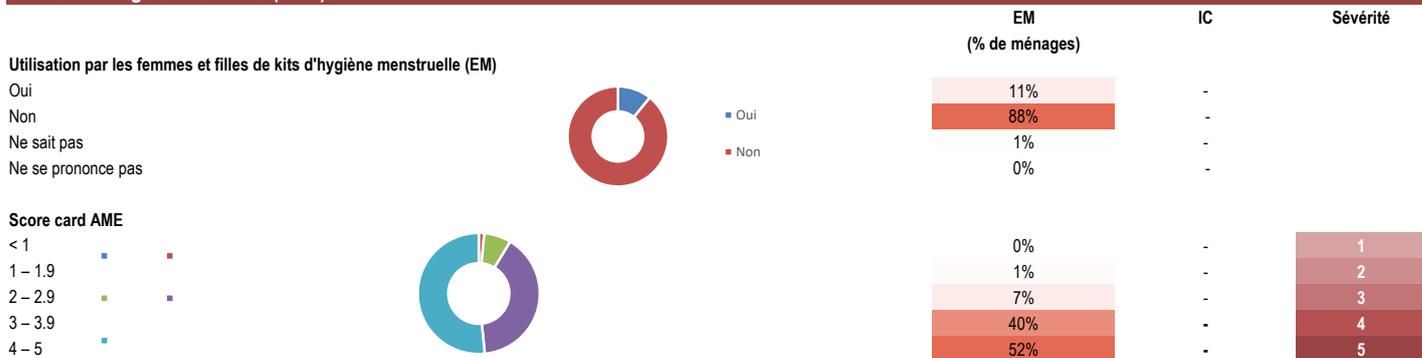
Une majorité écrasante, soit 68 % de la population, vit dans des habitations non durables en état de délabrement avancé, exposant les ménages à de multiples risques, notamment climatiques (pluie, vent), sanitaires (humidité, promiscuité) et sécuritaires. Ce taux élevé témoigne d'un déficit alarmant en infrastructures de logement adaptées et durables.

En comparaison, seuls 8 % des ménages bénéficient de logements en dur, ce qui constitue une minorité marginale, et 22 % vivent encore dans des abris d'urgence, généralement conçus pour une utilisation temporaire. La persistance de ces abris dans le temps souligne l'absence de solutions de relogement durables et la prolongation de la crise.

Le niveau moyen de promiscuité, évalué à 3 personnes par pièce, confirme une densité d'occupation élevée. Cette situation est aggravée par le fait que 53 % de la population partage la même maison avec d'autres individus ou familles. Une telle promiscuité favorise la propagation des maladies infectieuses (notamment respiratoires), augmente les tensions sociales et limite l'intimité et la qualité de vie.

Les focus groups indiquent que la majorité des populations déplacées et retournées vivent dans des conditions d'abris extrêmement précaires. Une grande partie des habitations ont été détruites ou gravement endommagées à la suite des affrontements armés et des catastrophes naturelles, notamment les inondations causées par la rivière Rushoga. Faute de moyens pour reconstruire, les

## Articles Ménagers Essentiels (AME)



## Analyse AME

L'évaluation de la disponibilité des articles ménagers essentiels au niveau des ménages, à travers le système de notation Score Card, indique que : 52 % des ménages ont un score compris entre 4 et 5 révélant un niveau critique de déficience; 40 % ont un score compris entre 3 et 3,9, indiquant une situation insuffisante, seuls 7 % atteignent un score entre 2 et 2,9 représentant les ménages relativement mieux dotés des articles ménagers essentiels.

Ces données confirment que la majorité des ménages ne disposent pas d'un niveau suffisant de biens de première nécessité (ustensiles de cuisine, literie, récipients, vêtements, etc.), ce qui affecte directement leur capacité à maintenir des conditions de vie dignes et saines.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA</b>			
		1	
<b>Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)</b>			
Robinetts privés	-	500	
Robinetts public / bornes fontaines	-	500	
Puits à pompe / forage	-	500	
Puits creusé aménagé	-	500	
Source naturelle aménagée	-	500	
Source naturelle non-aménagée	-	500	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	500	
Camion-citerne	-	500	
Charrette avec petite citerne	-	500	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	500	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	500	
<b>Type de source d'eau (EM) <sup>8</sup></b>			
Source améliorée	35%	-	1
Source non-améliorée	59%	-	3
Eau de surface	6%	-	4
<b>Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)</b>			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	45%	-	3
<b>Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)</b>			
Pour boire	69%	-	
Pour l'hygiène personnelle	63%	-	
Pour cuisiner	67%	-	
Pour d'autres fins domestiques	63%	-	
<b>Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)</b>			
			Non consensus
<b>Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)</b>			
< 30 minutes	63%	-	
De 31 minutes à 2 heures	36%	-	
Plus de 2 heures	1%	-	
<b>Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) <sup>2</sup></b>			
Pas de problème	21%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	29%	0	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	17%	0	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	4%	0	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	1%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	26%	1	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	7%	1	
L'eau est trop chère	4%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	63%	1	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	6%	0	
Autre	6%	0	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA</b>			
		1	
<b>Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) <sup>2</sup></b>			
Tous les membres sans distinction	75%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	25%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-	
Les filles de moins de 18 ans	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) <sup>7</sup></b>			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	25%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	1%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	3%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	33%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	4%	-	3
Accès à de l'eau de surface uniquement	6%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	31%	-	5
<b>Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)</b>			
Oui, eau et savon	1%	-	1
Oui, eau seulement	5%	-	3
Non	94%	-	5
<b>Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)</b>			
		Non consensus	
<b>Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)</b>			
		Non consensus	
<b>Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)</b>			
Oui	43%	-	
Non	57%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Latrines séparées par sexe (EM)</b>			
Oui	7%	-	
Non	93%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) <sup>2</sup></b>			
Présence de matières fécales	-	1	
Eau stagnante	-	1	
Déchets solides domestiques	-	0	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	0	
Rongeurs / rats	-	0	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA</b>			<b>1</b>
<b>Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) <sup>7,9</sup></b>			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	39%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	32%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	25%	-	5

## Analyse EHA

La majorité de la population déclare avoir accès à une quantité suffisante d'eau pour couvrir les principaux besoins de base : 69 % des ménages disposent d'eau pour la consommation (boisson), 67 % pour la préparation des repas, 63 % pour l'hygiène corporelle et 63 % pour les autres usages domestiques (nettoyage, vaisselle, etc.).

En revanche, la situation est critique sur le plan de l'assainissement : 72 % des ménages utilisent des installations sanitaires non améliorées, ce qui représente un risque majeur de contamination fécale de l'environnement. Cette défaillance infrastructurelle se reflète directement dans le taux élevé de diarrhée observé chez les enfants de moins de 5 ans, qui atteint 45 %. Ce taux dépasse largement les seuils d'alerte humanitaire et témoigne d'un manque d'hygiène, d'un accès insuffisant à des latrines sûres, et probablement d'une gestion inadéquate des déchets et des eaux usées.

Les focus groups indiquent une situation alarmante en matière d'hygiène et d'assainissement dans les zones touchées. La majorité des ménages n'ont pas accès à des latrines fonctionnelles, ce qui conduit à des pratiques de défécation à l'air libre, favorisant la propagation des maladies. Les douches sont inexistantes ou très insuffisantes, et il n'y a pas de points de lavage des mains dans la plupart des localités.

La gestion des déchets est quasi inexistante, et les outils de maintenance des installations sont absents. À cela s'ajoute un manque de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène, notamment les cinq moments clés du lavage des mains.

Cette situation contribue directement à la recrudescence de maladies liées à l'eau et à l'hygiène : diarrhée, choléra, typhoïde, vermineuse, Mpx et malaria.

## Santé

### Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé

1

#### Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	98%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	1%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	1%	-
Autre	0%	-

#### Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	98%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	1%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	1%	-
Autre	0%	-

#### Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Non consensus

#### Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure	44%	-
Entre 1 heure et 2 heures	43%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	13%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	0%	-

#### Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	0
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de santé / d'accueil	-	0
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé</b>		<b>1</b>	

#### Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) <sup>2</sup>

Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0	
Manque de médicaments	-	0	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	0	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	1	
Ne sais pas	-	0	

#### Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	45%	-	3
Fièvre	52%	-	
Toux	23%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

#### Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	23%	-
Non	41%	-
Ne sait pas	1%	-



#### Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

##### Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	0	242
Infection Respiratoire Aigüe	0	346
Diarrhées aiguës	14	169
Typhoïde	0	0
Malnutrition aiguë globale	0	69
Rougeole	2	0
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

##### Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non consensus

##### Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non consensus

##### Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Non consensus

## Analyse Santé

a majorité des répondants (98 %) indiquent que les structures formelles de santé (centres de santé, cliniques, hôpitaux) sont utilisées par les femmes pour leurs besoins de soins, ce qui témoigne d'un bon niveau de confiance et de reconnaissance des services disponibles.

Par ailleurs, 45 % des ménages déclarent que la structure de santé la plus proche est accessible en moins d'une heure, ce qui représente une distance relativement acceptable selon les standards humanitaires (moins de 5 km ou 1 heure à pied).

Malgré cette accessibilité apparente, la situation sanitaire reste très préoccupante : 64 % des répondants déclarent que les enfants de moins de 5 ans souffrent de diarrhée, ce qui peut être lié à la qualité de l'eau, à une mauvaise hygiène, et à des conditions sanitaires dégradées, 52 % des enfants présentent de la fièvre, un symptôme courant associé au paludisme ou à d'autres infections, 23 % souffrent de toux, suggérant la circulation d'infections respiratoires aiguës.

Ces taux élevés de morbidité infantile montrent une vulnérabilité sanitaire persistante, possiblement aggravée par la faiblesse des mesures préventives.

Les focus groups révèlent que l'accès aux soins de santé est limité et inégal, avec une forte dépendance aux transferts vers d'autres structures, en particulier pour les cas de maladies graves et de malnutrition. Bien que des centres de santé soient présents dans certaines localités, leur fonctionnement est entravé par : le manque de matériel médical, notamment en salles d'accouchement, la rupture fréquente de médicaments essentiels, surtout pour le paludisme, l'absence d'intrants nutritionnels thérapeutiques pour la prise en charge de la malnutrition aiguë, particulièrement chez les enfants et les femmes.

Certaines structures sont appuyées par des partenaires humanitaires, permettant l'accès gratuit aux soins de base. Toutefois, dans d'autres zones, les coûts des soins sont jugés élevés, forçant les patients sans moyens à renoncer à se faire soigner ou à demeurer à domicile, aggravant leur vulnérabilité.

Le transfert des patients vers Masisi ou Bihambwe est fréquent pour les cas complexes, mais non accessible à tous, faute de moyens de transport ou d'argent.

#### Conclusion

Les services de santé existants sont fonctionnels mais sous-équipés, et les services nutritionnels sont quasiment inexistant. Il est urgent de :

renforcer les capacités des centres de santé (matériel, médicaments, intrants nutritionnels),

## Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection</b>		<b>1</b>	

### Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)

Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	4%	-	<b>5</b>
Présence d'ENA (IC)	-	Non consensus	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	25	

### Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)

Présence de PSH	16%	-	<b>5</b>
Nombre total d'enfants en situation de handicap	6	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	11	-	
Nombre total de personnes âgées	1	-	

### Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)<sup>2</sup>

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	0	0	0	0
Meurtre	0	0	0	0
Mutilations / coups et blessures	0	0	0	0
Violences intercommunautaires	0	0	0	0
Violences sexuelles	0	1	0	1
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	0	0	0	0
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	0
Mariage forcé / précoce	0	1	0	1
Violences conjugales	0	1	0	0
Séparation des familles	0	0	0	0
Pillage / vol / cambriolage	0	0	0	0
Pillage du bétail	0	0	0	0
Arrestations arbitraires	0	0	0	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	0	0	0	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	1	0	1	1
Autre	0	0	1	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

### Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)<sup>2</sup>

Violence physique ou harcèlement	0%	-
Déni d'accès à des services	0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	1%	-
Pas de cas dans le ménage	22%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	75%	-

### Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)<sup>2</sup>

Violence physique ou harcèlement	2%	-
Déni d'accès à des services	0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	2%	-
Pas de cas dans le ménage	17%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	80%	-

### Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection</b>		<b>1</b>	
<b>Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) <sup>2</sup></b>			
Pas de cas dans la communauté	25%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	65%	-	
Viol	3%	-	
Agression sexuelle	2%	-	
Violence physique ou harcèlement	3%	-	
Mariage forcé	0%	-	
Déni d'accès à des services	0%	-	
Abus psychologique / émotionnel	6%	-	
<b>Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)</b>		Oui	
<b>Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)</b>			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	0	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
<b>Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)</b>		Oui	
<b>Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) <sup>2</sup></b>			
Aucun problème	-	0	
Accaparement des terres	-	1	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	1	
Accès à la terre pour les PDIs	-	1	
Augmentation du coût du loyer	-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	0	
Destruction des cultures ou des animaux	-	1	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	1	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	0	
Rareté des terres	-	1	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

### Analyse Protection

Les informations recueillies révèlent que certains mécanismes de solidarité existent au sein de la communauté, comme en témoigne le fait que 4 % des répondants déclarent avoir accueilli des enfants non accompagnés. Ce taux, bien que faible, indique une capacité d'accueil et un réseau d'entraide qui pourraient jouer un rôle crucial dans la protection des enfants vulnérables en situation de crise.

De plus, 16 % des répondants mentionnent la présence de personnes vivant avec un handicap au sein de leur foyer. Cela met en lumière une vulnérabilité supplémentaire qui nécessite une prise en charge spécifique, tant

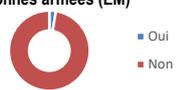
Les focus groups révèlent la présence de risques de protection persistants, bien que peu de cas aient été explicitement rapportés dans certaines discussions. Dans les zones les plus exposées, les populations signalent :

- Des menaces et incidents de sécurité sur les chemins menant aux points d'eau ou lors des déplacements vers d'autres localités (ex. vers Bihambwe).
- Des cas de violences basées sur le genre (VBG), notamment viols, harcèlements et exploitation, bien que rarement dénoncés de manière directe.

L'absence de mécanismes formels de médiation ou de résolution des conflits. Certaines figures communautaires (ex. « maman Condifa » ou les Nyumbakumi) interviennent de manière informelle dans les cas de tensions ou conflits interpersonnels.

Dans trois groupes, aucune information sensible n'a été partagée, ce qui peut refléter une réticence à s'exprimer, possiblement liée à la peur, la stigmatisation ou l'insécurité.

## Éducation

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education</b>		<b>1</b>	
<b>Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)</b>		Oui	
<b>Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)</b>			
Moins de 1 heure		-	1
Plus de 1 heure		-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle		-	5
<b>Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)</b>			
Oui		-	
Non		-	
Ne sait pas		-	
<b>Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)</b>		Non consensus	
<b>Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)</b>			
Ecoles existantes	-	0	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
<b>Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)</b>			
Garçons (Primaire)	64%	-	
Filles (Primaire)	74%	-	
Garçons (Secondaire)	73%	-	
Filles (Secondaire)	79%	-	
Total	73%	-	5
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
<b>Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)</b>			
Manque de moyens pour payer l'école	55%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	26%	-	
Destruction de l'école	2%	-	
Occupation de l'école	1%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	1%	-	
Absence des enseignants	2%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	1%	-	
Enfant jamais allé à l'école	3%	-	
Autre	7%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)<sup>3</sup>

#### Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	0	0
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	0	0
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	0	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	1
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	0	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	0	0
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	-
0	-
0	1
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0

#### Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

##### Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	35%
Avant la crise	-	65%

##### Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	92%
Avant la crise	-	100%

##### Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	34
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	47

## Analyse Education

Avant la crise, le taux de scolarisation dans le cycle primaire était de 100 %, illustrant une bonne couverture scolaire théorique. Actuellement, ce taux est estimé à 92 %, ce qui reste élevé, mais montre une légère baisse de l'accès à l'école. Cependant, la fréquentation effective des enfants scolarisés a chuté de manière marquée : Avant la crise, 65 % des enfants inscrits fréquentaient régulièrement l'école, pendant la crise, ce taux est tombé à 35 %, traduisant une déscolarisation partielle ou intermittente chez une grande partie des enfants.

Paradoxalement, le ratio élèves-enseignant s'est amélioré durant la crise, passant de 47 élèves par enseignant avant la crise à 34 actuellement. Cette amélioration apparente ne résulte pas d'un renforcement du personnel enseignant, mais plutôt de la baisse du nombre d'élèves fréquentant régulièrement les écoles.

Ce ratio, bien qu'amélioré en apparence, ne reflète pas une amélioration qualitative du système éducatif, mais plutôt un effet secondaire de la crise sur la fréquentation scolaire.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP</b>		<b>2</b>	
<b>Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)</b>		Non	
<b>Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) <sup>2</sup></b>			
Pas d'aide reçue	98%	-	
Nutrition	0%	0	
Abris	0%	0	
AME	0%	0	
EHA	0%	0	
Santé	0%	0	
Education	0%	0	
Nourriture	1%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	1%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
<b>Types de besoins prioritaires de la population (IC) <sup>2</sup></b>			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	0	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	0	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	0	
AME	-	0	
EHA	-	0	
Santé	-	0	
Education	-	0	
Protection (y compris la sécurité)	-	2	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	2	
Autre	-	2	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
<b>Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) <sup>2</sup></b>			
Cash physique (en espèces)	72%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	15%	-	
Vouchers / foires	17%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	95%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	7%	-	
Autre	3%	-	

	EM (% de ménages)	IC
<b>Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) <sup>2</sup></b>		
Pas de besoin d'information	7%	-
Où recevoir l'assistance	69%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	69%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	2%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	23%	-
Comment donner son feedback	13%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	4%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	0%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	2%	-
Autre	6%	-
Préfère ne pas répondre	1%	-
<b>Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) <sup>2</sup></b>		
Appel téléphonique	27%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	75%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	2%	-
SMS	1%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	1%	-
Evenements communautaires	2%	-
Crieurs publics avec mégaphones	14%	-
Au travers des leaders communautaires	36%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	1%	-
Organisations / comités de femmes	0%	-
Autorités locales gouvernementales	0%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	9%	-
<b>Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) <sup>2</sup></b>		
Appel téléphonique	34%	-
Boîte à plaintes	37%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	71%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	1%	-
SMS	0%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	2%	-
Crieurs publics avec mégaphones	0%	-
Au travers des leaders communautaires	26%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	1%	-
Organisations / comités de femmes	0%	-
Autorités locales gouvernementales	0%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre (préciser)	1%	-
Préfère ne pas répondre	12%	-

## Analyse AAP

L'évaluation montre que les populations affectées expriment une préférence marquée pour l'assistance en nature (95 %) et en cash physique (72 %), en réponse à leurs besoins urgents et à la faible accessibilité des marchés. Le cash par transfert électronique (15 %) et les vouchers/foires (17 %) sont moins sollicités, en raison de contraintes techniques et logistiques.

Les services spécialisés (santé, protection, formations) sont peu cités (7 %), ce qui indique soit une priorisation des besoins de survie, soit une méconnaissance de ces options. Une minorité (3 %) mentionne d'autres formes d'assistance non détaillées.

Ces résultats soulignent l'importance de privilégier les aides directes (nature ou espèces), tout en envisageant des modalités complémentaires là où le contexte le permet, avec un accompagnement approprié.

## Conclusions générales et commentaires

L'analyse des focus groups menés auprès des populations déplacées, retournées et hôtes révèle une crise humanitaire profonde, multisectorielle et prolongée, marquée par une dégradation généralisée des conditions de vie dans les zones évaluées.

### 1. Déplacement, retour et cohésion sociale

Les déplacements massifs causés par les conflits armés ont provoqué la perte des moyens de subsistance, la destruction des habitats et la désintégration des communautés. Si une partie des populations est retournée dans les villages d'origine, le manque de sécurité, d'abris, et de moyens financiers limite un retour volontaire et digne pour beaucoup. La cohésion sociale reste globalement intacte, mais fragile, menacée par la pression sur les ressources et la pauvreté extrême.

### 2. Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

L'insécurité alimentaire est généralisée : les ménages survivent grâce aux travaux journaliers, à la mendicité, ou à des activités informelles épuisantes, avec un accès limité à la terre, aux outils agricoles ou aux marchés. La malnutrition, notamment chez les enfants et les femmes, est en hausse. L'absence de soutien économique pousse les plus vulnérables à adopter des stratégies de survie négatives.

### 3. Abris et logement

La majorité des familles vivent dans des conditions d'abris précaires : maisons détruites, abris de fortune en bâches, promiscuité chez des proches ou dans des centres collectifs (écoles, églises). L'insécurité foncière est fréquente. Cela affecte la dignité des ménages et expose à divers risques de protection.

### 4. Eau, hygiène et assainissement (EHA)

L'accès à l'eau potable est limité, particulièrement en saison des pluies ou dans les zones sans points d'eau aménagés. Les infrastructures d'assainissement sont insuffisantes ou inexistantes, entraînant la défécation à l'air libre et une augmentation des maladies d'origine hydrique (choléra, diarrhée, typhoïde). L'hygiène est compromise par l'absence de latrines, de douches, et de dispositifs de lavage des mains.

### 5. Santé et nutrition

Les structures de santé existantes sont sous-équipées et mal approvisionnées en médicaments, notamment pour traiter le paludisme et la malnutrition. L'absence de centres de nutrition fonctionnels rend difficile la prise en charge des cas aigus. Les coûts des soins et le manque de transport limitent l'accès, poussant certains malades à rester à domicile.

### 6. Protection

Les risques de protection sont présents, bien que souvent tus. On observe des cas de menaces sur les routes, violences basées sur le genre (VBG), et exploitation. Les mécanismes communautaires de médiation sont informels et insuffisants. La peur, le silence et l'absence de dispositifs de référencement limitent la protection des plus vulnérables.

### 7. Besoins prioritaires exprimés

Les besoins urgents identifiés sont clairs et récurrents : Nourriture, Cash, Articles ménagers essentiels (AME/NFI), Abris; Eau potable et WASH; Accès aux soins et intrants nutritionnels; Éducation pour les enfants. La population exprime également un besoin d'information adaptée et souhaite des canaux sûrs pour exprimer leurs plaintes (boîtes à suggestions, numéro vert, autorités locales).

## Notes de fin

La situation nécessite une réponse humanitaire intégrée, rapide et multisectorielle, centrée sur les priorités communautaires et accompagnée de mécanismes de redevabilité adaptés. Il est également essentiel de renforcer la résilience locale, par des interventions durables en moyens de subsistance, logement, accès à l'eau, à la santé et à la protection.